

Théorie du Gender : Luc Chatel s'obstine

Article rédigé par *Fondation de Service politique*, le 09 septembre 2011

Jeudi 1er septembre, le ministre de l'Education nationale Luc Chatel tenait sa conférence de presse sur la rentrée scolaire 2011 pour dire que tout allait bien alors que, mardi 30 août, 80 députés de l'UMP soutenus par Christian Jacob, Président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, et Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, réclamaient au ministre de l'Education nationale la suppression de plusieurs manuels scolaires comportant un chapitre qui explique l'orientation sexuelle des individus. **Les députés s'inquiètent tout comme l'Association pour la Fondation de Service politique (AFSP) qui alerte l'opinion publique depuis le mois de mai sur le danger de l'enseignement de la théorie du Gender pour les élèves de Première L et ES.**

Face à la médiatisation croissante de ce vaste mouvement de contestation, le ministre de l'Education nationale s'obstine en affirmant que *ce n'est pas le ministre de l'Education qui exerce droit de vie et de mort sur un manuel* . Mais nous ne voulons pas que les enfants de notre pays servent de cobayes dans l'enseignement de la théorie du Gender. La Présidence de la République, de son côté, a assuré que la liberté de conscience des parents serait respectée mais cette réponse de l'Elysée n'est pas suffisante.

Nous demandons au Ministre de l'Education nationale l'assurance que la théorie du Gender ne sera pas enseignée en cours de SVT et d'apporter un correctif aux chapitres concernés dans ces manuels scolaires.

Pour Elizabeth Montfort, ancien député européen et porte-parole de l'AFSP, le gouvernement ne prend pas au sérieux le danger de l'enseignement de la sexualité selon la théorie du genre. **Ce qui nous surprend, c'est le refus du gouvernement de retirer de la vente les livres de SVT alors qu'il n'adhère pas à cette théorie et de débattre avec nous au 20 heures d'une grande chaîne de télévision.** Les Français attendent une réaction immédiate de la part du gouvernement. Ils ont besoin de savoir sur quelles valeurs le Président Sarkozy s'appuiera pour sa campagne présidentielle de 2012.

L'AFSP insiste pour que le Ministre de l'Education lui réponde, exige qu'un correctif soit apporté aux chapitres concernés dans ces manuels scolaires et qu'une convention ouverte soit organisée avec des experts (éducateurs, psychanalystes, juristes, philosophes...) et la participation des parents d'élèves, de représentants de la société civile et des élus.

CONTACT PRESSE:

Astrid CŒURDEROY
07 6046 30 21
astrid@libertepolitique.com
